

## Géopolitique du pétrole et du gaz : quel rôle pour l'Algérie ?

F. Yaici\*.

S'il est des produits dont les prix n'obéissent pas tout à fait aux lois économiques conventionnelles, ce sont bien les hydrocarbures, notamment le pétrole brut et le gaz naturel.

Il faut souligner d'abord que les hydrocarbures sont des produits stratégiques de par leur nature. L'homme les consomme sous forme d'énergie pour les services qu'ils lui procurent : chauffage, climatisation, cuisson, éclairage et force motrice.

Les hydrocarbures constituent ensuite des ressources naturelles épuisables à terme et ne sont donc pas renouvelables, du moins à un horizon spatio-temporel raisonnable pour l'homme. Extraites du sous-sol, des roches poreuses qui les emprisonnent, ces ressources qui n'existent que dans certaines régions du monde se sont formées par la décomposition d'organismes marins à travers des âges pouvant aller jusqu'à plusieurs millions d'années.

Les hydrocarbures sont enfin inégalement répartis dans le monde. Par conséquent, leur accaparement, leur extraction, leur transport, leur traitement et leur distribution ou commercialisation peuvent générer des rentes pour ceux qui contrôlent l'une ou plusieurs de ces étapes et influencer fortement sur leurs prix. De plus, ces rentes sont inégalement réparties, entre les producteurs et les consommateurs, auxquels s'ajoutent les spéculateurs.

Dès lors, si les lois économiques classiques et néoclassiques n'expliquent pas seules les fluctuations des prix des hydrocarbures, la géopolitique, entendue comme « l'étude des rapports de force qui déterminent, dans une large mesure, le déroulement des échanges et le comportement des agents économiques »<sup>1</sup>, trouve parfaitement sa place dans l'interprétation

---

\* Maître de Conférences à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de l'Université Abderrahmane Mira -Béjaïa, Algérie.

<sup>1</sup> André Giraud et Xavier Boy de la Tour, 1987, *Géopolitique du pétrole et du gaz*. Ed. Technip. Paris, P. 25.

des rapports qui régissent les acteurs de ce marché. Dans ce cadre, les relations humaines et plus encore, les relations internationales sont régies par des rapports de force. C'est pourquoi le raisonnement économique se révèle insuffisant pour expliquer à lui seul les phénomènes observés et surtout pour les anticiper. La raison en est certains acteurs, qui sortent de la logique économique, deviennent dominants.

Aussi, les données géographiques, mais également les positions de force financières, technologiques ou même politiques, du reste jamais définitivement acquises, peuvent être décisives en matière d'avantages comparatifs procurés à différents acteurs d'un même marché.

L'Algérie, dont les recettes d'exportation proviennent à 98 % des recettes d'exportation des hydrocarbures et dont la valeur du Produit Intérieur Brut (PIB) est constituée à plus de 60 % de la valeur des hydrocarbures est confrontée à un double problème :

- d'une part, bien que bénéficiant depuis plus de cinq ans de l'embellie sur la scène pétrolière internationale, son influence relative sur le marché pose le problème de sa vulnérabilité en cas de retournement de situation ;

- et d'autre part, sa quasi-dépendance à l'égard des hydrocarbures, combinée avec l'épuisement à terme de ses réserves, pose celui de la pertinence de l'affectation de ses ressources.

Dans ce qui suit, nous étudierons la géopolitique du pétrole et du gaz en nous appuyant sur l'analyse de filière. Cette analyse qui consiste à disséquer par une approche éminemment cartésienne, les différentes phases de la mise en œuvre d'une matière stratégique (extraction, production, transport, stockage, transformation et distribution) permet d'identifier pour chacune des étapes les positions de force qui peuvent exister, les solutions alternatives envisageables et les points de passage obligés.

Disposant de cet inventaire, il convient alors de s'efforcer d'apprécier la valeur réelle de ces positions, leurs limites et leurs

faiblesses et, pour ce qui nous concerne, le rôle et la place de l'Algérie dans ce contexte.

Pour ce faire, nous mènerons notre étude en trois sections : la première étudie les données mondiales du pétrole : la seconde, les stratégies des acteurs et la dernière représente une tentative d'appréciation des perspectives de coopération de l'Algérie.

### **I. Les données mondiales du pétrole : un constat préoccupant**

Pour comprendre le fonctionnement du marché pétrolier international, il est nécessaire de procéder au préalable à l'examen des données mondiales relatives à ce produit.

En effet, outre la prééminence du pétrole sur les autres énergies et qui fait de son prix, le « prix directeur » de l'énergie<sup>2</sup>, la structure de la production et de la consommation, la localisation des réserves et le ratio de réserves/production expliquent, pour une large part, les enjeux pour le contrôle des sources de production (cas de la guerre en Irak<sup>3</sup>), l'emprise sur le transport, la constitution de stocks stratégiques, la compétition pour la maîtrise de la technologie (techniques de récupération, raffinage et développement des énergies renouvelables et/ou alternatives au pétrole) et surtout le partage de la rente.

Le tableau ci-dessous montre que l'OPEP<sup>4</sup>, avec ses 30,6 millions de barils/jour en 2000, est responsable de 40 % de la production mondiale de pétrole brut tandis que l'Amérique du Nord, l'Extrême-Orient/Océanie et l'Europe Occidentale réunis

---

<sup>2</sup> Cf. notre thèse de doctorat d'Etat en Sciences Economiques, 2001, « *Etude des prix et analyse de la spécificité de la formation des prix des hydrocarbures.* », Alger.

<sup>3</sup> Cf. notre conférence, 7 avril 2003, « *Guerre en Irak : les enjeux pétroliers.* », Université de Béjaïa, *Résumé publié dans le quotidien Le Matin n° 3390 du 10 avril 2003.*

<sup>4</sup> Le sigle OPEP désigne l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole, créée en 1960. Elle était composée dans sa phase magnifiée de 13 pays : Venezuela, Algérie, Libye, Nigeria, Arabie Saoudite, Irak, Koweït, Iran, Qatar, Emirats Arabes Unis, Indonésie, Equateur et Gabon.

consomment 58,8 millions de barils/jour, soit plus de 76 % de la production mondiale.

### 1.1. Production et consommation

**Tableau 1. Structure de la production et de la consommation mondiale de pétrole**

<i>En millions de barils/jour - 2000</i>	Production	Consommation
Amérique du Nord	14,5	24,1
Amérique Latine hors OPEP	3,8	4,5
Proche-Orient hors OPEP	2,3	4,5
Extrême-Orient/Océanie	6	19,6
Afrique hors OPEP	3	2,2
Europe Occidentale	6,9	15,1
Europe Orientale	7,6	7
OPEP	30,6 (40 %)	

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE)

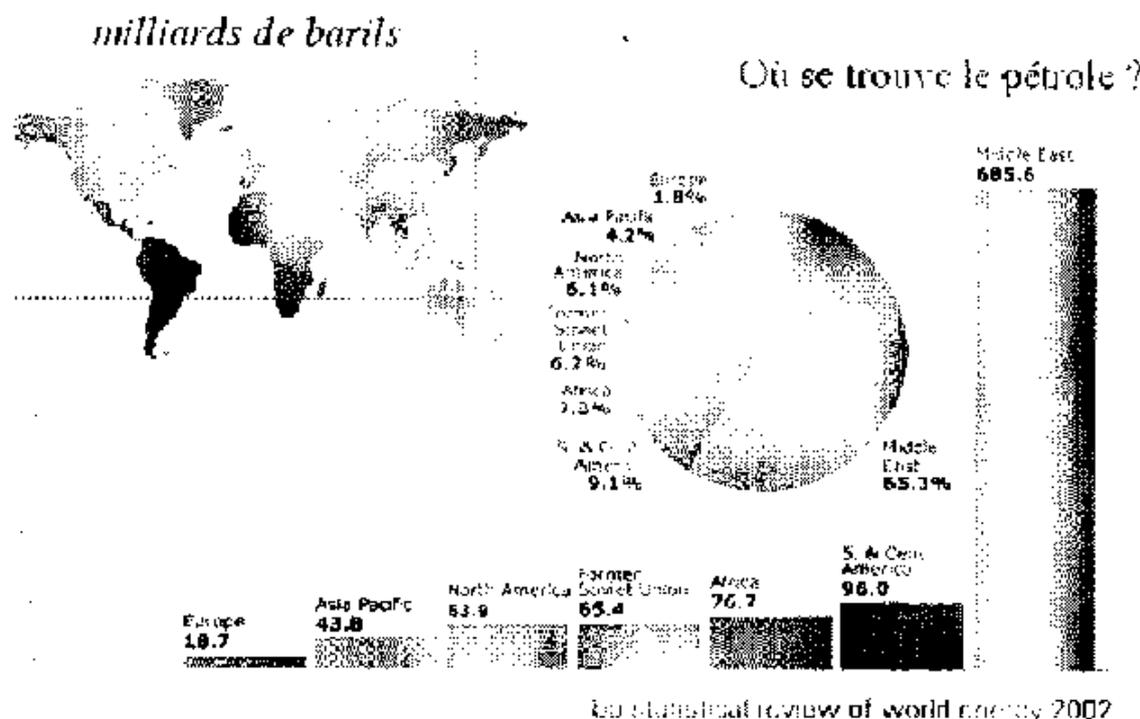
L'Afrique hors OPEP, avec 2,2 millions de barils/jour, l'Amérique latine hors OPEP et le Proche-Orient hors OPEP, avec 4,5 millions de barils/jour chacun et l'Europe Orientale, avec 7 millions de barils/jour, n'en consomment respectivement que 2,85 %, 5,84 % chacun et 9,09 %.

Le tableau 1 montre alors nettement les déficits en production des grandes régions consommatrices de pétrole, à savoir l'Amérique du Nord avec un besoin de 9,6 millions de barils/jour, l'Extrême-Orient/Océanie avec un besoin de 13,6 millions de barils/jours et enfin l'Europe Occidentale avec un besoin de 8,2 millions de barils/jour.

Par pays, et à titre indicatif, l'Arabie Saoudite est le premier producteur mondial de pétrole en 2000 avec ses 417 millions de tonnes, soit 12,5 % du total mondial, suivi de la Russie avec 316 millions de tonnes et des Etats-Unis avec 290 millions de tonnes.

## 1.2. Les réserves

**Graphique 1 : Les réserves mondiales de pétrole et leur localisation**



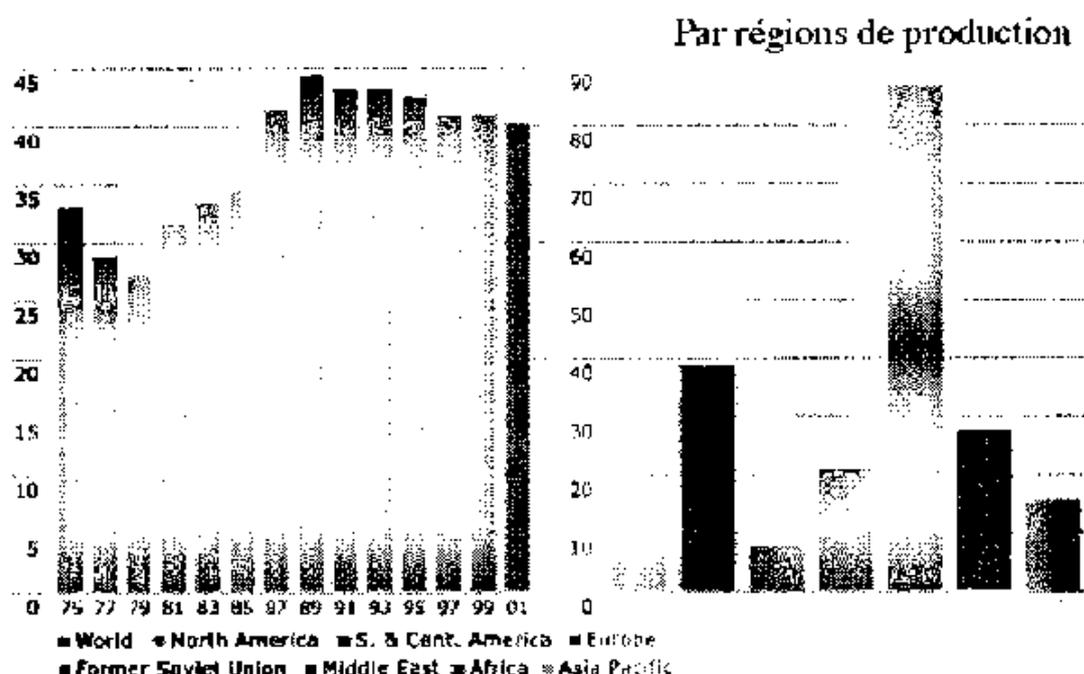
Les réserves de pétrole sont inégalement réparties dans le monde. Le Moyen-Orient détient à lui seul 685,6 milliards de barils de pétrole, soit 65,3 % des réserves mondiales de pétrole, suivi loin derrière de l'Amérique Centrale et du Sud avec 96,0 milliards de barils (9,1 %), de l'Afrique avec 76,7 milliards de barils (7,3 %), de l'ex-URSS avec 65,4 milliards de barils (6,2 %), de l'Amérique du Nord avec 63,9 milliards de barils (6,1 %), de l'Asie du Pacifique avec 43,8 milliards de barils (4,2 %) et enfin de l'Europe avec 18,7 milliards de barils (1,8 %). A titre indicatif, signalons que l'Irak possède les 2<sup>èmes</sup> réserves mondiales de pétrole après l'Arabie Saoudite.

Le graphique 2 montre qu'en termes de ratios de réserves/production, le Moyen-Orient dispose de près de 90 ans de production au rythme de production actuel (base : 2001), suivi de l'Amérique Centrale et du Sud (près de 40 ans), l'Afrique (près de 30 ans), l'ex-URSS (un peu plus de 20 ans), l'Asie du Pacifique (15 ans), l'Amérique du Nord (12 ans) et enfin l'Europe (8 ans).

Ainsi, l'examen des données sur la localisation des réserves mondiales de pétrole nous renseigne que le Moyen-Orient restera encore pendant longtemps le *pourvoyeur principal* en pétrole du monde, s'il n'y a pas de nouvelles découvertes majeures dans des zones hors OPEP tandis que les grandes régions consommatrices de pétrole (l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie du Pacifique) ont un ratio de production annuel allant de 8 à 15 ans au maximum, au rythme de production actuel (base : 2001).

**Graphique 2 : Ratios de réserves/production (2001)**

## Réserves / production (2001)



### 1.3. Les stocks

Après le choc pétrolier de 1973 et la création de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), une politique de stockage avait été élaborée par les pays membres. Des stocks importants de pétrole et de produits raffinés, commerciaux et stratégiques sont ainsi constitués, soit pour encadrer le marché et contrôler son orientation, pour les premiers, soit pour être utilisés en cas de rupture des approvisionnements et faire l'objet d'un partage entre les pays membres, pour les seconds.

En novembre 2001, le président américain G. W. Bush a donné l'ordre à ce que son pays commence à porter le maximum de ses réserves pétrolières à 700 millions de barils de pétrole. Elles atteignent en 2004 le volume record de 640 millions de barils.<sup>5</sup>

Les États-Unis jouent également un rôle actif au sein de l'AIE, dont les 26 États membres se sont engagés à maintenir des réserves pétrolières d'urgence en matière d'offre. L'ensemble des stocks de pétrole des membres de l'AIE atteignent en 2004 près de 4 milliards de barils dont 1,4 milliard est sous le contrôle direct des États membres et le reste entre les mains des sociétés pétrolières.

Certains de ces stocks supplémentaires ne nécessitent même pas de nouveaux investissements pour les États-Unis puisqu'ils en disposent dans leurs anciens gisements de pétrole épuisés.

Envisagés initialement pour prévenir d'éventuelles mais néanmoins hypothétiques ruptures des approvisionnements qui seraient le fait de l'OPEP ou d'éventuels conflits de guerre, une partie de ces stocks, les stocks commercialisables, est livrée à la spéculation sur les marchés spot, agissant ainsi sur le mouvement des prix pétroliers.

Comme le montre le graphique 3, les États occidentaux peuvent utiliser les stocks commercialisables de pétrole pour infléchir les prix (déstockage). Ils peuvent aussi en accumuler des stocks (stockage) en période de détente sur le marché pétrolier.

#### 1.4. Le transport

Le transport joue également un rôle important dans la détermination des prix du pétrole brut. Ainsi, par exemple, selon que le produit est enlevé du Canada ou du Mexique pour être transporté en États Unis ou qu'il est enlevé du Moyen-Orient pour être acheminé en Amérique du Nord, son prix de vente ultime peut varier de quelques dollars par baril, la distance séparant le point de

---

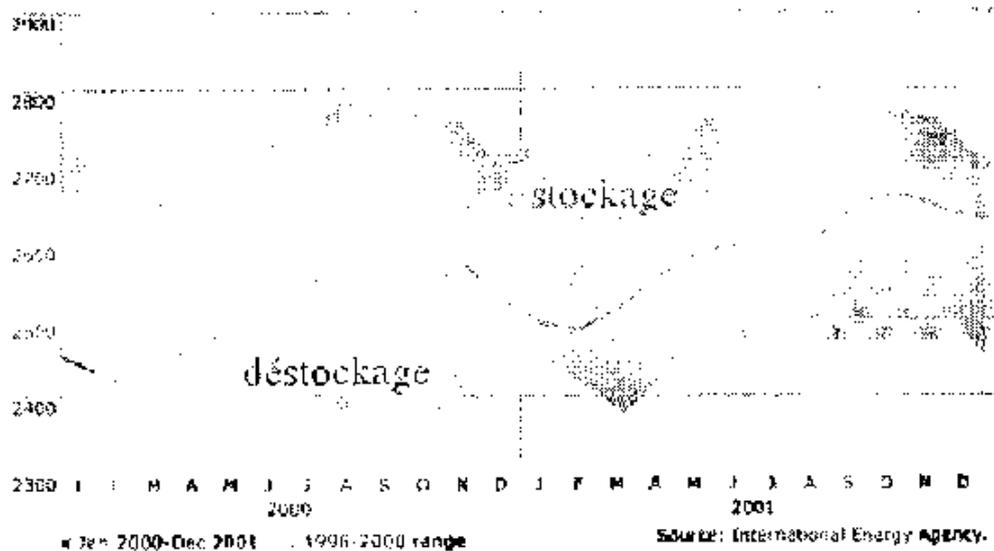
<sup>5</sup> Abraham Spencer, mai 2004, *La politique énergétique des États-Unis et la sécurité énergétique mondiale*. Perspectives économiques. P. 5.

départ de la marchandise et son lieu de destination pouvant varier de plusieurs milliers de kilomètres.

**Graphique 3 : Evolution des stocks commercialisables entre janvier 2000 et décembre 2001**

**En prenant en compte les particularités du produit :  
le pétrole est un produit stratégique.**

**Stocks commercialisables (millions de barils)**



bp statistical review of world energy 2002

Par ailleurs, le graphique 4 montre que, parce que les gisements de pétrole sont inégalement répartis dans le monde, les flux d'échanges sont très denses avec les grandes régions consommatrices de pétrole.

A titre d'exemple, les Etats Unis importent du pétrole du Canada (88 millions de tonnes annuellement), d'Amérique centrale (70,8 millions de tonnes), d'Amérique latine (126,3 millions de tonnes), de la Mer du Nord (46,2 millions de tonnes), du Nigeria (68,1 millions de tonnes) et enfin du Moyen-Orient (138,0 millions de tonnes).

Le graphique 4 montre aussi que le Moyen-Orient est le pourvoyeur de la plupart des régions du globe. En effet, en plus des Etats Unis, le Moyen-Orient alimente l'Europe (176,2 millions de

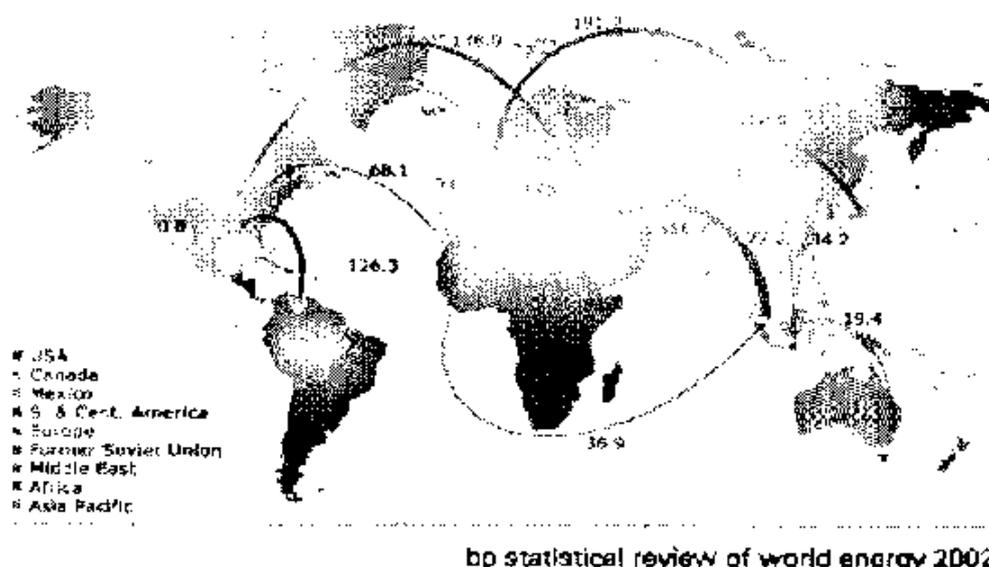
tonnes), l'Asie centrale (34,2 millions de tonnes), l'Asie du Sud (316,7 millions de tonnes) et enfin l'Extrême-Orient (208,8 millions de tonnes).

L'Afrique du Nord (l'Algérie), quant à elle, vend pour 96,9 millions de tonnes de pétrole brut annuellement à l'Europe occidentale, sa principale destination.

#### **Graphique 4 : Transport et flux d'échange pétroliers**

**En prenant en compte les particularités du produit :  
le transport joue un rôle important.**

Flux d'échanges en millions de tonnes



### **1.5. Les prix**

Jusqu'en 1973, le marché pétrolier international était dominé par sept grandes sociétés<sup>6</sup> qui « affichaient » les prix auxquels elles étaient prêtes à acheter ce pétrole aux Etats producteurs.

<sup>6</sup> Dénommées les Sept Sœurs ou Majors et formant un cartel, les sept sociétés sont : Standard Oil of New Jersey (Exxon), Mobil Oil, Texaco, Gulf Oil, British Petroleum, Shell et Standard Oil of California (Socal). Elles constituent encore en 1986 les sept plus grands groupes mondiaux en termes de chiffres d'affaires [L'Expansion, novembre 1985, p.203].

Depuis 1971-72, les nationalisations ainsi que les prises de participation dans les actifs des sociétés pétrolières ont réduit quelque peu l'influence de celles-ci sur la production de pétrole brut, ce qui a donné un pouvoir relatif à l'OPEP et conduit à un relèvement des prix pétroliers. Les prix du pétrole brut ont alors été quadruplés en quelques mois seulement, passant pour le brut saoudien de référence « Arabian Light » de 3,011 dollars au 1<sup>er</sup> octobre 1973 à 11,651 dollars le baril à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1974.

En 1979-80, avec le déclenchement de la guerre Iran-Irak, le prix grimpe de nouveau jusqu'à 32 dollars le baril.

En 1986, le marché pétrolier international connaît une baisse drastique des prix du pétrole brut qui passent ainsi d'environ 30 dollars le baril à 15 dollars le baril en moyenne.

En 1991, à la suite de la guerre du Golfe, les prix du pétrole sont remontés, dépassant les 30 dollars le baril, avant de baisser de nouveau à la fin de la guerre.

Dans le courant du mois d'août 2004, le prix du baril de pétrole a frôlé les 50 dollars, consécutivement à la guerre en Irak, à l'affaire Enron (compagnie pétrolière américaine aujourd'hui en faillite et dont on a d'abord tenté de dissimuler les déboires), à la crise politique au Venezuela aux difficultés financières que rencontrent Loukous (géant pétrolier russe) et enfin, à la croissance économique exceptionnelle de la Chine. En août 2005, le prix du baril de pétrole a encore augmenté pour dépasser la barre symbolique des 70 dollars.

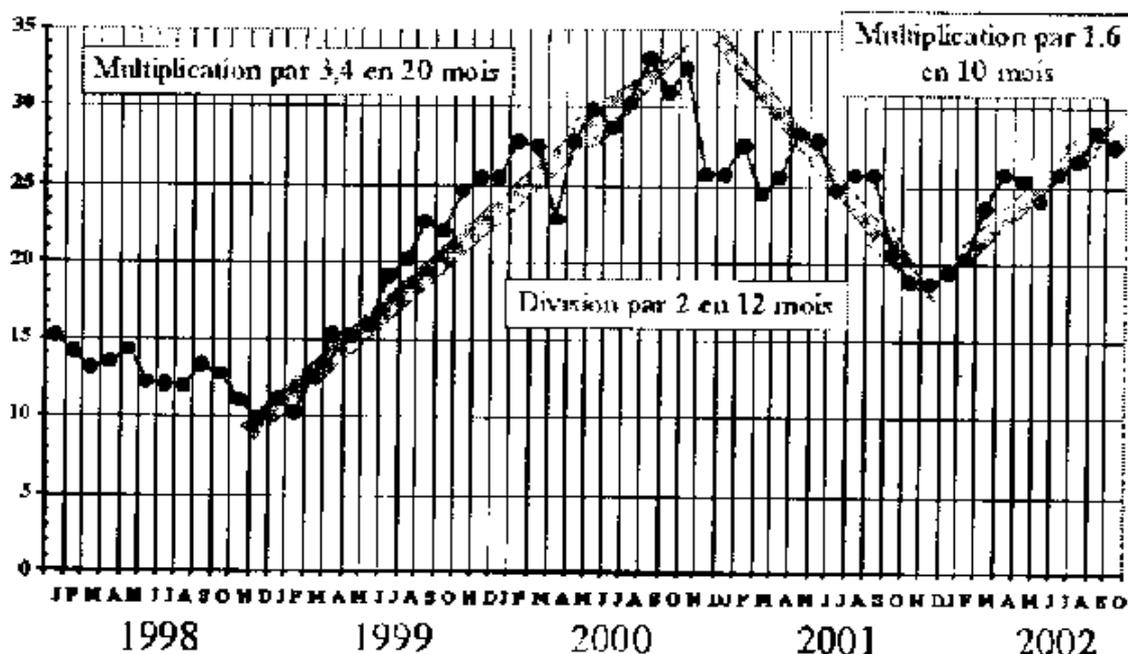
Néanmoins, tous les spécialistes s'accordent sur le fait que si les prix continuent à être aussi élevés, ils entraîneraient une baisse de la croissance économique mondiale et, par voie de conséquence, un retournement de situation sur le marché pétrolier international et donc une chute brutale des prix du pétrole brut, ce qui n'est souhaitable ni pour l'OPEP, ni pour les compagnies pétrolières.

En réalité, depuis le début des années 1970, les prix du pétrole n'ont cessé de connaître une instabilité, pouvant être

multipliés ou divisés par deux à trois, voire quatre, en quelques mois seulement comme le montre l'échantillon ci-après entre 1998 et 2002.

### **Graphique 5 : Evolution des cours du Brent de la Mer du Nord de 1998 à 2002**

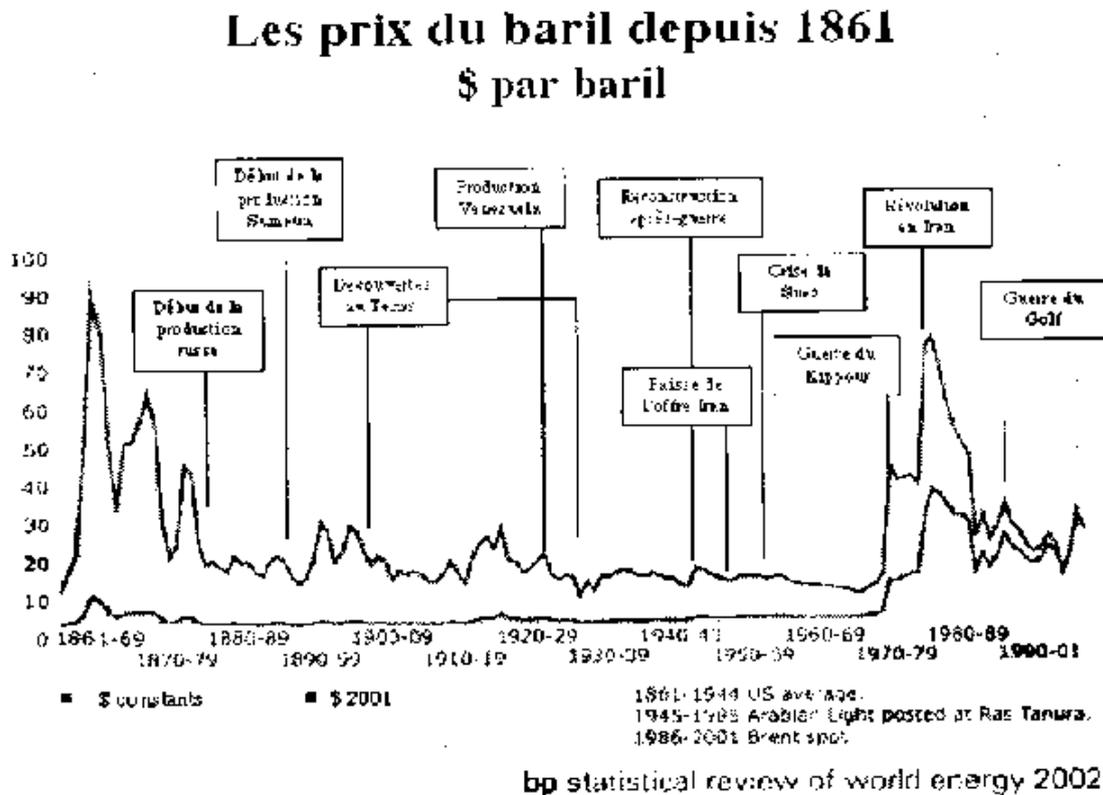
Cours du Brent Rotterdam (dollars par baril)



En effet, entre décembre 1998 et août 2000, les cours du Brent de la Mer du Nord ont été multipliés par 3,4, soit en 20 mois seulement. De novembre 2000 à novembre 2001, le prix du Brent a été divisé par 2, soit en 12 mois seulement. Enfin, de décembre 2001 à octobre 2002, les mêmes cours ont été multipliés par 1,6, soit en 10 mois.

Ainsi, le marché pétrolier international est entré depuis le début des années 1970 dans une instabilité permanente comme en témoigne le mouvement erratique de ses prix alors que pendant plus d'un siècle (1870-1970) il a connu une relative stabilité comme l'indique le graphique 6. Celui-ci donne l'évolution des prix du pétrole depuis 1861 jusqu'à 2001 en prix courants et en prix constants. Il montre clairement que c'est depuis le début des années 1970 que les événements ont une conséquence directe sur les prix pétroliers.

## Graphique 6 : Evolution du prix du pétrole depuis 1861



Il faut souligner, par ailleurs, que les coûts d'extraction du pétrole brut peuvent changer considérablement d'une région de production à une autre. Ainsi, ils peuvent varier de plusieurs de dollars par baril selon que le pétrole est produit au Moyen-Orient, à la Mer du Nord ou dans l'Alaska.

### **2. La revue des acteurs : le poids dominant des États-Unis**

Les Grandes sociétés pétrolières, l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole, l'Agence Internationale de l'Énergie, les États-Unis et aujourd'hui les nouveaux acteurs contribuent par leurs poids relatifs, leurs actions et leurs stratégies à influencer et à façonner le marché pétrolier international et, par voie de conséquence, à peser sur les prix du pétrole brut. Mais, il est indéniable que la politique énergétique américaine a toujours joué et continuera encore à jouer un rôle primordial dans l'orientation du marché pétrolier international.

## 2.1. Les sociétés pétrolières

Pendant près d'un siècle, le marché pétrolier international était dominé par sept grandes sociétés, dénommées les Sept Sœurs ou Majors, qui opéraient aussi bien aux Etats Unis qu'à l'étranger, au moyen de concessions acquises auprès des gouvernements locaux. Elles fixaient elles-mêmes leurs prix et contrôlaient le volume de pétrole disponible sur les marchés internationaux. En 1973, ces sociétés fournissent 1364,8 millions de tonnes équivalent pétrole (tep), soit plus de 70 % de la production pétrolière mondiale. Elles ont réalisé cette même année un chiffre d'affaires de 108,2 milliards de dollars et un profit net de 8 813 millions de dollars [J-M. Chevalier, *Economie de l'énergie*, Dalloz, Paris, 1986, p.222].

Lorsque, dans les années 1970, l'OPEP a réduit quelque peu le droit de propriété de ces sociétés et leur contrôle de la production de pétrole brut, faisant ainsi passer leur production, en 1983, à 584,5 millions de tep [J-M. Chevalier, 1986, p. 223], soit moins de la moitié de ce qu'elles produisent en 1973, les Majors décident alors de modifier profondément leurs comportements aussi bien dans le domaine de l'exploration et de la production (activités situées en amont) que dans le domaine du raffinage et de la distribution (activités situées en aval). Elles ont alors subi des changements structurels profonds qui ont transformé leur rôle et leurs stratégies. Aussi, ces sociétés ont-elles cherché à recentrer leurs approvisionnements sur les zones considérées comme « sûres », c'est à dire essentiellement les Etats Unis, le Canada, la Mer du Nord et l'Alaska. C'est la phase des changements structurels.

Depuis la deuxième hausse des prix du pétrole brut, en 1979, l'accent est alors mis sur une *politique de croissance externe* à base de *fusions-absorptions*. Les stratégies ainsi développées résident dans le recentrage des approvisionnements vers les zones « sûres » et rentables, la diversification « conglomérale » dans le nucléaire, le solaire, voire dans le hors-énergie, la diversification dans les énergies traditionnelles (pétrole, charbon, gaz naturel) et enfin, le développement de nouveaux circuits de commercialisation

(marché spot, marché à terme, marché du netback, accords de proceeing et accords pétroliers de troc)<sup>7</sup>.

Aujourd'hui encore, les grandes sociétés continuent leur politique de fusions-absorptions. Les Majors, géantes entreprises multinationales dominant plus fortement le marché à la suite des fusions réalisées depuis 5 ans : l'américaine Exxon-Mobil (1998), l'anglo-américaine BP Amoco-Arco (1998 et 1999), l'anglo-néerlandaise Shell, l'américaine Chevron-Texaco (1999), la française Total-Fina-Elf (1999), l'italienne ENI font partie des plus grandes entreprises du monde.

En coulisses, la cartellisation va même plus loin. Par exemple aux Etats-Unis, Shell Oil Co et Texaco détiennent toutes deux Equilon Entreprises LLC. Equilon dirige le raffinage, le marketing, le transport et le commerce des lubrifiants de Texaco et de Shell dans le Midwest et dans l'Ouest des Etats-Unis. Dans la majeure partie des grands domaines d'exploration pétrolière comme le bassin de la mer Caspienne et de l'Asie centrale, les mêmes compagnies géantes forment des consortiums et des joint-ventures comme l'Azerbaïdjan International Oil Consortium.

Ainsi, malgré l'intermède de la décennie 1970 de prépondérance de l'OPEP, les grandes sociétés pétrolières continuent de jouer un rôle important sur le marché pétrolier international.

## **2.2. L'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole**

Créée en 1960, à l'initiative du Venezuela, ce n'est que dix après que l'OPEP devient agissante. Il est vrai que, déjà en 1965, l'Organisation adopte un plan de fixation de la production et des quotas par pays ; mais ce n'est qu'en 1970 que les prix affichés sont alignés pour la première fois vers le haut, qu'il y a eu un nouveau mode de calcul des différentiels de densité, des garanties contre l'inflation et la suppression des rabais-OPEP.

---

<sup>7</sup> Cf. notre mémoire de Magister en Planification, 1990, « *Essai d'analyse du fonctionnement du marché pétrolier international et des effets de ses perturbations sur l'économie algérienne.* », INPS, Alger.

En 1971-72, les nationalisations et les prises de participation dans les actifs des sociétés pétrolières aidant, puis, en 1973, à la faveur du conflit israélo-arabe, les prix du pétrole ont été quadruplés en quelques mois, puis doublé en 1979-80, à la suite du déclenchement de la guerre Iran-Irak.

Mais, très vite, des dissensions, des contradictions et des divergences sont apparues au sein de l'OPEP, au niveau des quotas de production et des différentiels de prix.

Dans ce contexte, l'Arabie Saoudite est sans conteste une pièce maîtresse dans le jeu énergétique mondial. Au cours de l'année 1984 et au début de l'année 1985, elle joue pleinement son rôle de producteur d'appoint, allant même jusqu'à produire en deçà de son quota. En avril 1985, sa production a été réduite à 3,4 millions de barils/jour. Ainsi, pour la première fois, la production de la Mer du Nord (3,6 millions de barils/jour) est supérieure à celle de l'Arabie Saoudite<sup>8</sup>.

Cependant, l'Arabie Saoudite ne tardera pas à abandonner son rôle de producteur d'appoint pendant quelques mois, contribuant à la guerre des prix qui allait conduire à l'effondrement des prix pétroliers en 1986. Au premier trimestre 1986, la production de l'Arabie se situerait entre 5 à 6 millions de barils/jour, alors qu'elle était de 2 millions en octobre 1985.

Dès lors, les divergences au niveau des quotas de production et au niveau des différentiels de prix ont cristallisé des forces antagoniques au sein de l'OPEP.

Ainsi, devant la stagnation ou la baisse de la consommation pétrolière mondiale, l'idée s'est rapidement imposée aux pays producteurs de l'OPEP que le soutien des prix passait par une limitation volontaire de l'offre. Le 20 mars 1982, à Vienne, l'OPEP prenait donc la décision historique de fixer un plafond de production de 17,5 millions de barils/jour. L'effort était réparti entre ses membres au moyen de quotas de production

---

<sup>8</sup> Cf. Le Monde du 14 mai 1985.

spécifiques. Cette décision n'allait pas empêcher les prix de baisser.

En effet, faute de pouvoir écouler leur production au prix officiel, celui-ci étant nettement supérieur au prix spot, dans un contexte d'excédent de l'offre sur la demande, certains pays membres de l'OPEP ont cherché divers biais, recourant notamment à des accords de *procecing*, qui consistent à faire traiter leur pétrole brut dans des raffineries étrangères et à vendre le produit fini sur le marché libre, ou encore à des accords de troc (marchandises échangées contre pétrole).

Ces pratiques dissimulent, en fait, des rabais systématiques et un dépassement du plafond de production officiellement alloué, ce qui constitue une source de discorde entre les pays de l'OPEP.

Par ailleurs, les différents pétrole n'ayant pas la même qualité (légèreté, teneur en soufre, etc.), leurs prix sont affectés de différentiels positifs ou négatifs par rapport au pétrole de référence (Arabian Light de 34° API<sup>9</sup>). Cependant, l'évolution de la technologie de raffinage a quelque peu réduit cet avantage. La rente différentielle de qualité de 4,5 dollars le baril qui séparait les bruts lourds des bruts légers ne se justifiait plus.

Ainsi, deux éléments fondamentaux dans la détermination des prix pétroliers, la structure des prix et le respect des quotas, divisent toujours les pays de l'OPEP.

Aujourd'hui, si les éléments qui ont divisé l'OPEP par le passé ont pratiquement disparu, d'autres comportements sont apparus. Ainsi, de nombreux pays membres de l'OPEP font prévaloir le prétexte qu'ils ont fait de nouvelles découvertes qui pourraient justifier la révision de leurs quotas de production au sein de l'Organisation.

On peut citer l'exemple de l'Iran qui prétend avoir fait de nouvelles découvertes qui le placerait au deuxième rang mondial

---

<sup>9</sup> American Petroleum Institute. Le degré API mesure la densité d'un pétrole.

des réserves de pétrole, après l'Arabie Saoudite, détrônant ainsi l'Irak.

En effet, le ministre du Pétrole iranien Bijan Namdar Zanganeh a affirmé le 3 juillet 2004 que son pays avait ravi à son voisin irakien la place de deuxième pays pétrolier du monde, en termes de réserves, après de récentes découvertes. Il a expliqué que l'Iran possédait désormais des réserves exploitables de l'ordre de 132 milliards de barils, soit 11,4 % des réserves mondiales, derrière l'Arabie Saoudite qui possède 262,7 milliards de barils, soit 22,9 % des réserves mondiales et devant l'Irak qui possède 115 milliards de barils, soit 10 % des réserves mondiales<sup>10</sup>.

### 2.3. L'Agence Internationale de l'Energie

L'Agence Internationale de l'Energie (AIE), qui a été créée en 1975, a mis en place un important dispositif pour contrecarrer l'action de l'OPEP.

Quand en 1973, les pays de l'OPEP augmentent le prix du pétrole brut, les pays capitalistes industrialisés, à leur tête les Etats-Unis, se mobilisent pour réduire à néant tout pouvoir de l'OPEP. C'est dans ce cadre qu'a été créée l'Agence Internationale de l'Energie qui met en œuvre un important dispositif destiné à déstabiliser et à faire pression sur l'OPEP [OCDE, 1978].

Ainsi, l'AIE a œuvré à rentabiliser au maximum le développement de sources d'énergies alternatives au pétrole (pétrole des schistes bitumineux, sables asphaltiques, charbon gazéifié, charbon liquéfié, etc.). L'Agence a également élaboré une politique de stockage en accumulant d'immenses stocks de pétrole brut et de produits raffinés pour encadrer de manière durable le marché et contrôler son orientation. En outre, l'AIE oeuvra pour réorienter l'investissement pétrolier et énergétique international vers des régions hors Tiers monde (malgré un coût d'extraction élevé), jugées politiquement sûres comme la Grande Bretagne, la Norvège et autres, ce qui a permis de livrer le pétrole à la spéculation sur les marchés spot.

---

<sup>10</sup> Cf. La Tribune, Rubrique Economie, Dimanche 11 juillet 2004.

Parallèlement à la politique de réduction de la consommation, les firmes de l'énergie et les gouvernements des pays consommateurs industrialisés ont accumulé des stocks importants pour prévenir une éventuelle mais néanmoins hypothétique utilisation de l'arme pétrolière et surtout pour agir sur le mouvement des prix.

Par ailleurs, les Etats membres de l'OCDE disposent de réserves stratégiques (voir graphique 3) qui ne seraient utilisées qu'en cas de rupture des approvisionnements. L'ensemble de ces stocks, commerciaux et stratégiques, fait l'objet d'un accord de partage, en cas d'urgence, entre les membres de l'AIE.

#### 2.4. Les Etats-Unis

Une année après les attentas du 11 septembre 2001, les Etats Unis redéfinissent profondément leur stratégie de sécurité nationale en fonction de ce qu'ils perçoivent comme étant les deux grandes menaces de l'après-guerre froide, à savoir la prolifération des armes non conventionnelles et le terrorisme islamiste international.

S'agissant des moyens, après avoir souligné qu'il ne reste aujourd'hui qu'un seul modèle acceptable dans le monde, le libéralisme et que les Etats Unis jouissent d'une force militaire sans égale et d'une très grande influence économique et politique, le document<sup>11</sup> publié à la fin de l'année 2002 note que, pour lutter contre cette menace, les Etats-Unis devront mettre en œuvre chacune des armes dont ils disposent : la puissance militaire, une meilleure défense de leur territoire, un renforcement de la loi et les services de renseignement.

Par ailleurs, les Etats Unis avertissent que bien qu'ils soient prêts à déployer tous leurs efforts pour obtenir le soutien de la communauté internationale, ils n'hésiteraient pas à agir seuls à titre préventif contre ce qu'ils appellent les Etats voyous et leur clientèle terroriste avant qu'ils ne soient capables de brandir ou

---

<sup>11</sup> Voir "The National Security Strategy of the United States of America", Washington, D. C., White House, September 2002.

d'utiliser des armes de destruction de masse contre les Etats-Unis et leurs alliés et amis.

La doctrine « Bush » vise en fait, selon ses concepteurs, à promouvoir la démocratie au Moyen-Orient et partout dans le monde en vue d'agir sur les causes profondes du terrorisme. La guerre contre l'Irak est alors conçue comme une guerre ayant pour but de transformer un pays en laboratoire politique à vocation régionale.

Mais, la guerre en Irak a été assez largement interprétée comme étant motivée par des objectifs pétroliers<sup>12</sup>. En effet, l'Irak possède les deuxièmes réserves mondiales de pétrole après l'Arabie Saoudite. Dans ses meilleures années, l'Irak, avec ses 2,8 millions de barils / jours, est responsable de 5 % de la production mondiale de pétrole. Il pourrait produire jusqu'à 6 millions de barils/jours.

En tout état de cause, les Etats-Unis prévoient que leur consommation totale d'énergie passera de 98 000 trillions de BTU (unité thermique britannique) en 2002 à 136 000 trillions de BTU en 2025 et que leurs importations nettes d'énergie devraient représenter plus du tiers de la demande américaine en 2025 au lieu du quart à l'heure actuelle. Une large part de cette énergie importée est constituée par le pétrole et l'on s'attend à ce que l'OPEP soit la principale source d'approvisionnement marginal qui permettra de faire face à la demande croissante de pétrole. En effet, d'ici à 2025, la production de l'OPEP devrait presque doubler.

Dans l'hypothèse d'une augmentation de 3 % par an du produit intérieur brut américain pendant la même période, la demande totale de pétrole des Etats-Unis pourrait passer de 20 à 28 millions de barils par jour. En conséquence, les importations américaines nettes de pétrole, principalement en provenance du golfe persique, pourraient passer de 53 à 70 %.<sup>13</sup>

---

<sup>12</sup> Voir, pour un retour sur la crise irakienne mettant l'accent sur la divergence entre motifs affichés et motifs réels de Washington, T. de Montbrial, 2003, « Perspectives », RAMSES 2004, Paris.

<sup>13</sup> Abraham Spencer, mai 2004, Op. Cit. P. 1.

Dès lors, les Etats-Unis pensent que la sécurité énergétique ne consiste pas simplement à assurer l'approvisionnement à court terme mais qu'un accès fiable à des services énergétiques à un prix abordable, non polluants et à rendement élevé est également indispensable à la croissance et au développement économiques.

Pour cela, leur approche en matière de sécurité énergétique est guidée par les principes suivants :

- d'abord, la conciliation de l'accroissement de leur production avec un nouvel accent sur l'utilisation de sources d'énergie propres et à rendement élevé ;

- ensuite, l'accroissement de leurs rapports avec les pays consommateurs et producteurs ;

- enfin, le développement et la diversification de leurs sources d'approvisionnement.

Par ailleurs, les Etats-Unis veulent mettre l'accent partout dans le monde sur les mesures axées sur l'économie de marché et la coopération internationale.

## 2.5. Les nouveaux acteurs

Si, du côté de l'offre, la Russie est déjà une superpuissance énergétique et que le bassin de la mer caspienne offre d'énormes possibilités notamment celle d'accroître la production qui pourrait passer de 1,6 million de barils par jour en 2001 à 5 millions de barils par jour en 2010, du côté de la demande, la Chine constituera à l'avenir un acteur sérieux qui pèsera de tout son poids sur la scène énergétique mondiale. (Voir Graphiques 7 et 8)

Par ailleurs, si les pays de l'OCDE produisent en 2001 autant de pétrole que le Moyen-Orient, le contingentement de cette région ne pourrait être soutenu dans l'avenir où en 2030, le Moyen-Orient serait responsable de presque la moitié de la production mondiale de pétrole, avec la concentration des importations à partir de cette région du globe. (Voir Graphiques 9 et 10)

## *- La Chine*

La Chine dont les importations nettes représentent moins de 2 millions de barils de pétrole par jour en 2001, pourrait importer 10 millions de barils par jour en 2030. Cela équivaudra aux importations pétrolières nettes des Etats-Unis et du Canada réunis en 2001.

A l'horizon 2030, les importations nettes des Etats-Unis et du Canada réunis atteindraient 16 millions de barils de pétrole par jour.

Par ailleurs, la part de la demande pétrolière de la Chine par rapport à la demande mondiale de pétrole passera de 4 % en 1990 à 12 % en 2030.

En valeur absolue, la demande de pétrole de la Chine passerait de 2 millions de barils par jour en 1990 à 14 millions de barils par jour en 2030

## *--Le poids relatif du Moyen-Orient*

Si le Moyen-Orient produit en 2001 environ 30 % de la production mondiale de pétrole, soit un peu plus que ce que produisent les Etats de l'OCDE durant la même année, il pourrait être responsable de près de 45 % de la production mondiale de pétrole à l'horizon 2030

### **3. Les perspectives de coopération de l'Algérie : un dilemme en matière d'affectation des ressources**

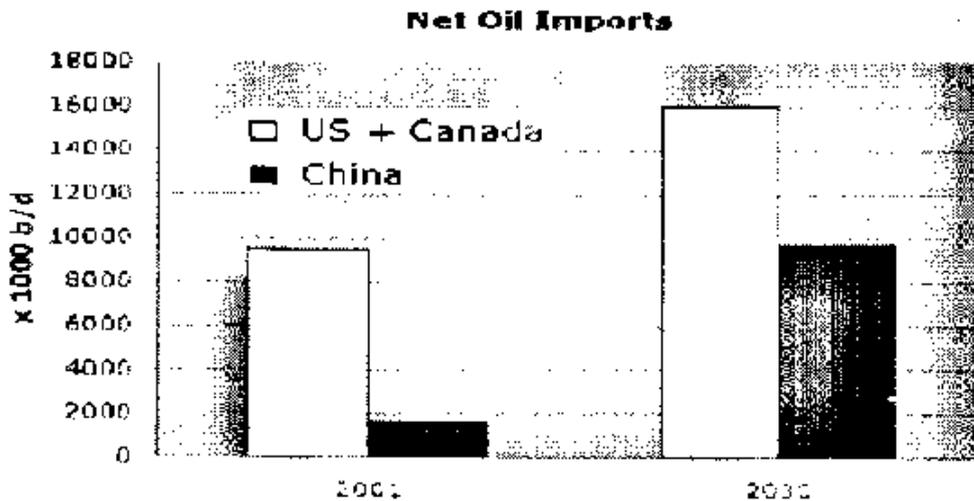
Les perspectives de l'Algérie en matière énergétique sont prometteuses pour encore de nombreuses années et le retour des compagnies étrangères ne fera que conforter cette affirmation<sup>14</sup>. En effet, les recettes algériennes d'exportation d'hydrocarbures représentent depuis au moins trois décennies environ 98 % de ses recettes totales d'exportation. Plus de 50 % de ces exportations ont pour destination l'Union européenne.

---

<sup>14</sup> Cf. A. Khelif, 4<sup>ème</sup> trimestre 1999, « La réforme du secteur des hydrocarbures en Algérie. », *In Revue du CREAD n° 50, Alger.*

**Graphique 7 : Importations pétrolières de la Chine en 2001 et en 2030**

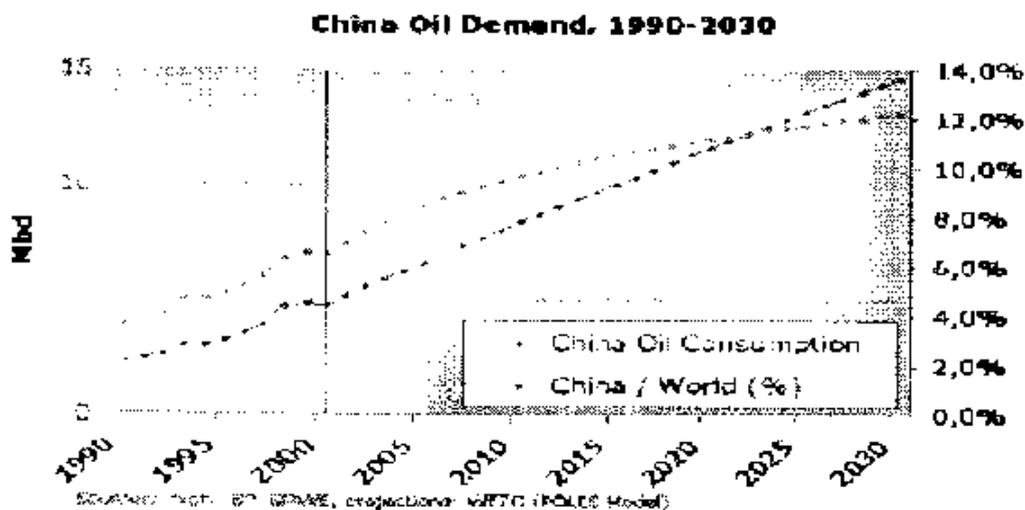
In 2030, China may import what the US imports today



**Source : IFRI**

**Graphique 8 : Part de la demande pétrolière de la Chine par rapport à la demande mondiale de pétrole**

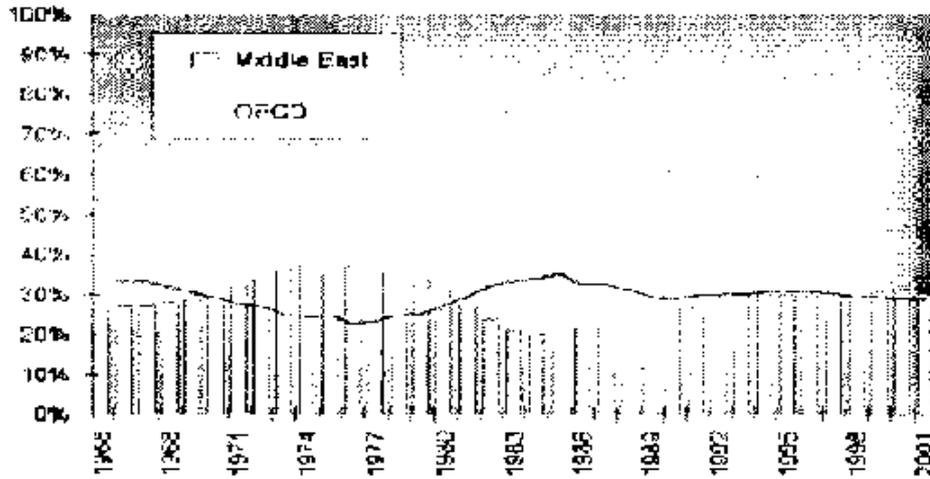
Developing countries account for most of oil demand growth – with *China the fastest growing market*



**Source : IFRI**

**Graphique 9 : Production de pétrole de l'OCDE et du Moyen-Orient de 1965 à 2001**

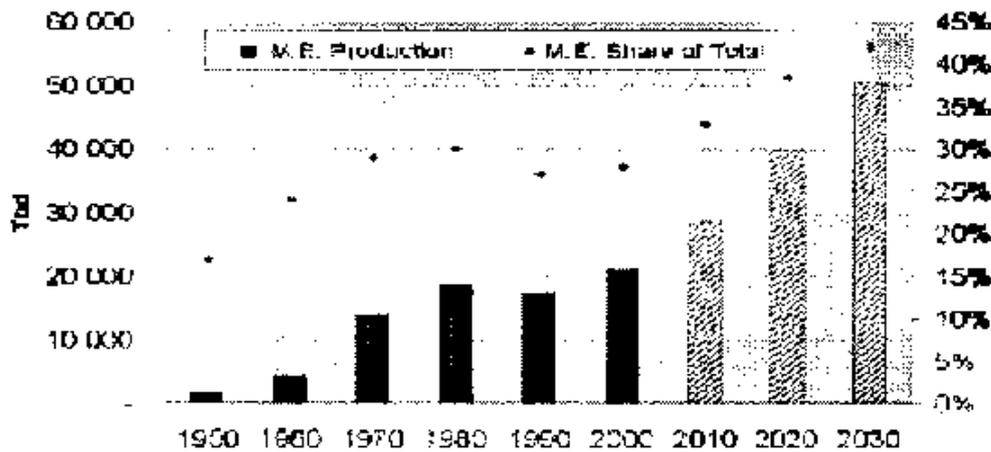
OECD countries produce as much oil as the Middle East



Source : IFRI

**Graphique 10 : Concentration de l'offre pétrolière au Moyen-Orient à l'horizon 2030**

The "containment" of the Middle East would not be sustainable -- World oil supply concentration would rise



Source : IFRI

Si le pétrole brut occupe actuellement une place prépondérante dans la structure des recettes des exportations algériennes d'hydrocarbures, le gaz naturel, qui représente 70 % de la consommation d'énergie primaire dans le bilan énergétique national, alimente à hauteur de 40 % ces mêmes recettes d'exportation et constitue près de 50 % des volumes d'hydrocarbures exportés. Le gaz naturel est appelé ainsi à jouer un rôle plus important compte tenu de l'augmentation de la demande mondiale en ce produit. L'application de la directive européenne concernant la libéralisation des marchés gaziers et le déclin des réserves de pétrole sont deux facteurs qui renforcent ce rôle. Il faut savoir, en effet, que le ratio des réserves de pétrole brut de l'Algérie est d'environ 20 ans, tandis que celui du gaz naturel est d'environ 40 ans, au rythme de production actuel (base 2000).

Il est donc clair que l'avenir énergétique de l'Algérie réside dans les exportations de gaz naturel et que son partenaire privilégié sera l'Europe, compte tenu de sa proximité mais aussi de la spécificité du transport de cette énergie (acheminement par gazoducs) et dont l'investissement a déjà été réalisé. Par ailleurs et selon des prévisions pessimistes, la demande gazière des pays de l'Union européenne qui était de 255 Gm<sup>3</sup> en 1990 est passée à 390 Gm<sup>3</sup> en 2000 pour atteindre 455 Gm<sup>3</sup> en 2010. Ces projections se basent sur un taux de croissance moyen de 4 % entre 1990 et 2000 et 1,5 % entre 2000 et 2010.

Sur la base de telles hypothèses conservatrices, Eurogas prévoit un déficit d'approvisionnement des pays de l'Union de 40 Gm<sup>3</sup> en 2010 et de plus de 130 Gm<sup>3</sup> en 2020 (pour une demande globale supérieure à 480 Gm<sup>3</sup>). De même, la dépendance des pays de l'Union vis-à-vis des importations de gaz, qui est aujourd'hui de 40 % de leurs besoins, passerait à 56 % en 2010 et à 71 % en 2020. La dépendance énergétique de l'Union (toutes énergies confondues) atteindrait 70 % en 2030.

Le passage de l'Union des 15 à l'Union des 25 ne devrait pas affecter fondamentalement les tendances présentes. Bien au contraire, l'augmentation de la population de l'Union d'environ 380 millions à près de 455 millions après l'intégration des 10 nouveaux pays et l'indigence de leurs ressources énergétiques,

conjuguée à la vétusté de leurs industries, accentueraient les besoins de l'Union. Les importations seraient concentrées à partir de la Russie et de l'Algérie qui détiennent, avec le Moyen-Orient, les plus grandes réserves mondiales de gaz naturel.

Evidemment, les hypothèses esquissées ci-dessus dépendront beaucoup de la politique énergétique européenne envisagée et dont les priorités pour demain visent à contrôler la croissance de la demande.

Les objectifs de l'Union consistent, entre autres, en le rééquilibrage des modes de transport, les économies d'énergie, le développement de sources d'énergie moins polluantes, la préservation de l'accès aux ressources et enfin l'assurance d'un approvisionnement externe constant. Ces objectifs s'inscrivent, bien sûr, dans le cadre d'un programme plus global consistant en une stratégie européenne de sécurité d'approvisionnement énergétique.

Par ailleurs, il faut se rappeler le fait que l'économie algérienne est une économie en développement dont il faut satisfaire les besoins en énergie en forte croissance et en garantir la couverture à long terme.

Il faut également assurer son financement par les recettes d'exportation, notamment en hydrocarbures, même si la stratégie de développement à long terme devrait être axée sur la diminution de la dépendance vis-à-vis des hydrocarbures, en réduisant la part de ces derniers dans le PIB. De plus, le gaz naturel étant appelé à jouer un rôle beaucoup plus important à l'avenir, il s'agit aussi de maintenir et de consolider les marchés de ce produit et pénétrer de nouveaux marchés.

### **3.1. Le commerce des hydrocarbures entre les deux rives de la Méditerranée et la structure des approvisionnements en énergie de l'Europe occidentale**

En Algérie, les réserves d'hydrocarbures représentent, en 1990, près de 13 milliards de Tep, tandis que les réserves récupérables représentent environ 4 milliards de Tep. Ces dernières

se répartissent comme suit : 69 % pour le gaz naturel, 17 % pour le pétrole brut, 10 % pour le condensat et 4 % pour le GPL (Gaz de pétrole liquéfié). Les exportations des hydrocarbures et dérivés vers l'Europe occidentale ont représenté pour la même année environ 70 %, dont plus de 40 % pour les seuls pays France (19 %), Italie (18 %) et Espagne (4 %). Avec environ 10 Mtep exportés vers l'Europe occidentale, en 1990, l'Algérie contribue pour environ 15 % à l'approvisionnement en hydrocarbures de cette région.

C'est dire combien l'effet de la proximité peut fonctionner entre les pays des deux rives de la Méditerranée sur la densification de leur commerce en énergie. L'Europe occidentale compte, en 1990, 9 % de la population mondiale et contribue pour 22,3 % à l'activité économique mondiale, mesurée en volume. Elle consomme 18 % de l'énergie mondiale primaire mais ne possède que 7 % des réserves mondiales prouvées de charbon, 2 % des réserves mondiales prouvées de pétrole et 5 % des réserves mondiales prouvées de gaz naturel. C'est donc une région importatrice nette d'énergie et qui le restera dans l'avenir prévisible. Après l'an 2000, le pourcentage d'énergie primaire importée devrait augmenter.

Des données disponibles montrent que la population de l'Europe occidentale n'augmente que de 30 % en 60 ans, passant de 371,5 millions en 1960 à 489,2 millions en 2020 (estimation), le PIB mesuré en milliards de dollars de 1985 est multiplié par 5,6 dans la même période, passant de 1693,4 en 1960 à 9500 en 2020 (estimation).

Le PIB par habitant, en dollars de 1985 est multiplié par 4,26 dans la même période, passant de 4 558 à 19 419.

Les besoins en énergie primaire, mesurés en Mtep, augmentent de 160 % en 60 ans, passant de 662 en 1960 à 1726 en 2020 (estimation). Les besoins en énergie primaire, par habitant, en Tep sont presque multipliés par 2 dans la même période, passant de 1,78 en 1960 à 3,53 en 2020 (estimation).

Enfin, la consommation totale d'électricité, en TWh, s'est multipliée par 6,4 en 60 ans, passant de 611,7 en 1960 à 3900 en 2020 (estimation). La consommation d'électricité, par habitant, en MWh, est multipliée par 4,8 dans la même période, passant de 1,65 à 7,97.

Le tableau ci-dessous donne l'évolution des mêmes indicateurs, en pourcentage, par tranches de 10 ans, pour la même période allant de 1960 jusqu'à l'an 2020.

**Tableau 2 : Quelques indicateurs de l'Europe occidentale (en%)**

	1960-1970	1970-1980	1980-1990	1990-2020*
Augmentation annuelle en % de la population mondiale	0,9	0,6	0,5	0,2
Taux de croissance annuels en % du PIB	4,8	3,1	2,4	2,4
Taux de croissance annuels en % du PIB par habitant	3,9	2,5	1,9	2,1
Taux de croissance annuels en % des besoins en énergie	4,9	2,0	1,1	0,6
Taux de croissance annuels en % de l'énergie par habitant	4,0	1,4	0,7	0,3
Taux de croissance annuels en % de la consommation d'électricité	7,3	4,3	2,7	1,5
Taux de croissance annuels en % de la cons. d'électricité par habitant	6,3	3,7	2,2	1,3

Estimation. *Source : ONU, CME.*

Avec la Charte européenne de l'énergie, solennellement paraphée à La Haye les 16-17 décembre 1991, le commerce de l'énergie est appelé à croître encore plus entre les deux rives de la Méditerranée, particulièrement après l'an 2000. La Charte se fixe trois objectifs principaux : le développement des échanges grâce à

un marché ouvert et concurrentiel des produits, matériaux, équipements et services liés à l'énergie ; le développement de la coopération dans le domaine de l'énergie ; l'accroissement des rendements énergétiques et la protection de l'environnement.

Par cette Charte, les signataires encouragent fortement « l'accès aux marchés locaux et internationaux des produits énergétiques » et recommandent de « faciliter le jeu des forces du marché » et de « promouvoir la concurrence ». Pour développer et diversifier le commerce de l'énergie, ils entreprennent progressivement de « supprimer les barrières » à ce commerce. De plus, ils admettent que le « transit » des produits énergétiques par leurs territoires est « essentiel » à la libération de ce commerce.

Certaines données montrent l'importance des approvisionnements en énergies fossiles de l'Europe occidentale, soit respectivement 79 % en 1990 et 72 % en 2020, les autres énergies (nucléaire, hydroélectricité, traditionnelles et nouvelles) se répartissent le reste. De plus, le pétrole et le gaz naturel, à eux seuls, représentent plus de la moitié des approvisionnements de l'Europe occidentale en énergie (56 % en 1990 et 52 % en 2020

### **3.2. L'avenir du gaz naturel et la contribution de l'Algérie à l'approvisionnement de l'Europe occidentale**

Bien que le gaz naturel ait contribué en 1990 à 20 % des besoins mondiaux d'énergie (alors que l'huile en fournissait 40 %), les réserves sont plus difficiles à estimer. De plus, nous trouvons beaucoup plus d'études sur le pétrole que sur le gaz.

Les raisons sont que :

- le gaz naturel n'a été reconnu que récemment, c'est-à-dire depuis le premier « choc » pétrolier de 1973-1974, comme une source d'énergie à part entière et non plus comme un sous-produit de l'activité pétrolière où il était envoyé à la torche ;

- à la différence du pétrole, il y a peu ou pas de communication entre les trois principaux marchés du gaz naturel

(Amérique du Nord, Europe, Japon). Ces marchés doivent, pour des raisons économiques évidentes, être alimentés par les réserves productrices les plus proches. Il est donc difficile de parler d'un marché mondial du gaz.

On sait cependant que les réserves mondiales prouvées de gaz naturel ont été estimées en 1990, à environ 100 000 milliards de m<sup>3</sup>. Les réserves ultimes mondiales peuvent être deux à trois fois plus grandes. A titre de comparaison, les réserves prouvées de pétrole brut sont estimées, en 1990, à 100 milliards de tonnes (soit 750 milliards de barils) tandis que les ressources ultimes mondiales de pétrole brut économiquement ou conventionnellement récupérables sont de 300 milliards de tonnes (2200 milliards de barils).

Il faut savoir aussi que les ressources ultimes sont des ressources qui n'ont pas toutes été découvertes. Les chiffres comprennent donc les découvertes futures ainsi que celles résultant des techniques de récupération assistée appliquées aux ressources actuelles et futures. Les réserves prouvées quant à elles, ont été définies par la commission des opérations en bourse des Etats-Unis (SEC) comme étant constituées des « quantités estimées d'huile et de gaz naturel – liquéfié ou non – qui peuvent être considérées à partir de leurs caractéristiques géologiques et techniques, comme raisonnablement récupérables dans le futur à partir des réservoirs connus et dans les conditions économiques et opératoires actuelles ». Les facteurs économiques qui permettent de transformer les ressources en réserves sont le prix du baril de pétrole, le progrès technologique et les facteurs politiques.

En Europe occidentale, la consommation du gaz est presque entièrement assurée par l'intermédiaire de pipelines internationaux. En plus de la mer du Nord et de la Russie qui possèdent toutes deux des réserves importantes, l'Algérie possède aussi des réserves considérables en gaz naturel pouvant servir d'approvisionnement à l'Europe. En cas d'insuffisance, le Gaz Naturel Liquéfié (GNL) pourrait partir également d'Algérie pour alimenter l'Europe.

Riche en gaz naturel et possédant près des trois-quarts de la production gazière de l'Afrique, l'Algérie est le cinquième producteur et le cinquième exportateur mondial de gaz naturel. Par ailleurs, région pionnière sur le plan du commerce international de gaz naturel, avec les premières expéditions intercontinentales de GNL et la canalisation marine à grande profondeur Transmed, l'Algérie possède un important réseau de gazoducs passant soit par la Tunisie ou la Libye pour arriver en Europe via l'Italie, puis la France, soit par le Maroc pour y arriver via l'Espagne et le Portugal.

Sur le plan de la production, la position dominante de l'Algérie parmi les producteurs africains (Nigeria, Egypte et Libye, entre autres, qui, avec l'Algérie, se partagent 98 % de la production du continent) devrait se maintenir au cours des prochaines décennies. De plus, si, globalement, la production commercialisée de l'Afrique est estimée à 100 Mtep pour l'an 2000, celle de l'Algérie, à elle seule, représente les deux tiers.

### **Conclusion**

Au total, le marché pétrolier international paraît être l'un des plus complexes et des plus passionnants parmi les marchés des matières premières. La spécificité du pétrole brut, ressource épuisable à terme et inégalement répartie dans le monde, ajoute aux tensions autour de ce produit, stigmatise les rapports de force et complique la détermination de son prix qui n'obéit pas seulement aux lois du marché. Lorsque le pétrole sera épuisé, c'est le gaz qui le remplacera, puis le charbon après avoir résolu ses problèmes de pollution.

Mais, dès à présent, on pense développer de nouvelles technologies pour le long terme, notamment en ce qui concerne l'hydrogène et la séquestration du carbone, en plus de la maîtrise du nucléaire. C'est du moins ce que prévoient les Etats-Unis pour continuer à développer leur économie tout en accroissant leur sécurité énergétique. Ils doivent néanmoins limiter le plus possible les effets de l'utilisation de l'énergie sur l'environnement.

Quant aux pays émergents, dont la Chine, qui sont appelés à consommer de plus en plus de pétrole et de gaz naturel, du fait de leur croissance rapide, ils vont contribuer à exacerber les tensions qui existent dès à présent sur les marchés de ces produits.

Certains d'entre-eux, à l'image de l'Algérie, qui exportent aujourd'hui ces ressources doivent en plus faire un arbitrage.

L'arbitrage, pour l'Algérie qui est aujourd'hui un pays monoexportateur, devrait se faire entre une approche physique ou comptable, basée sur des volumes, et une approche économique, basée sur la recherche d'une valorisation maximale des ressources du pays liée à des objectifs de développement économique et social.

Dans le cas de la seconde approche, l'économie algérienne possède d'importants atouts pour s'adapter et tirer profit des nouvelles conditions des marchés. Sa proximité du marché européen, son énorme potentiel énergétique, notamment en combustibles fossiles, sa fiabilité comme source d'approvisionnement, ses capacités d'évacuation, la flexibilité que donnent les deux formes d'exportation (gazoducs et gaz liquéfié) ainsi que la possibilité d'intervenir sur les marchés spot sont autant d'atouts qu'il faudra exploiter pour obtenir une meilleure valorisation des exportations algériennes d'hydrocarbures.

## Bibliographie

**Association Technique de l'Industrie du Gaz en France (ATG).** Le gaz naturel dans le monde : Perspectives 2000. Paris. ATG et Technip.

**Benkhemou (M).**, 1<sup>er</sup> et 2 décembre 1999. La libéralisation des marchés gaziers en Europe : mutations et opportunités pour le gaz algérien. Actes du 2<sup>ème</sup> Symposium Biennal de l'Association algérienne de l'Industrie du Gaz. Alger.

**Boullaras (R).**, 1<sup>er</sup> et 2 décembre 1999. Gaz naturel : politique d'affectation des réserves. Actes du 2<sup>ème</sup> Symposium Biennal de l'Association algérienne de l'Industrie du Gaz. Alger.

**Commission européenne.** 2000. Livre vert : Vers une stratégie européenne de sécurité d'approvisionnement énergétique.

**Conseil Mondial de l'Energie.** L'énergie pour le monde de demain. Réalités, véritables options et actions à entreprendre. Prévisions à l'horizon 2020. Paris. Technip.

**Giraud (A), & Boy de la Tour (X),** 1987. Géopolitique du pétrole et du gaz. Ed. Technip. Paris.

**Jaffe (A).**, Mai 2004, La consommation croissante de pétrole et de gaz naturel des pays en développement. Perspectives économiques.

**Larson (A).**, Mai 2004, La géopolitique du pétrole et du gaz naturel. Perspectives économiques.

**Master (C. D.), Root (D. H.), and Turner (R. M).**, World Conventional Crude Oil and Natural Gas: Identified Reserves, Undiscovered Resources and Futures. United States Geological Survey Open-File Report 98 - 468.

**Noël (P).**, Décembre 2002. Politique pétrolière américaine et sécurité énergétique. Revue de l'énergie, Paris.

**Spencer (A.)**, Mai 2004, La politique énergétique des Etats-Unis et la sécurité énergétique mondiale. Perspectives économiques.

**Yaïci (F.)**, 2004. Les relations économiques de l'Algérie avec les pays du Sud de la Méditerranée : Cas du commerce énergétique avec l'Algérie. PP. 170-180. In ouvrage collectif intitulé « Le management de la transition : Relations économiques au dedans et au dehors de l'Union européenne. », Ed. Economica. Bucarest.

**Yaïci (F.)**, 7 avril 2003, Conférence « Guerre en Irak : les enjeux pétroliers. », Université de Béjaïa, Résumé publié dans le quotidien Le Matin n° 3390 du 10 avril 2003.

**Yaïci (F.)**, 2003. L'atout énergétique de l'économie algérienne en Méditerranée occidentale : situation présente et perspectives d'avenir. PP. 289-300. In ouvrage collectif intitulé « La Méditerranée occidentale : entre régionalisation et mondialisation. », CREAD-Alger & Laboratoire d'Economie-Béjaïa.

**Yaïci (F.)**, 3<sup>ème</sup> trimestre 2000. A propos des prix des hydrocarbures en tant que ressources naturelles non renouvelables. PP. 27-48. In Revue du CREAD, n° 52, Alger.

**Yaïci (F.)**. Thèse de doctorat d'Etat en Sciences Economiques, 2001, « Etude des prix et analyse de la spécificité de la formation des prix des hydrocarbures. », Université d'Alger.